

CHAPITRE III.

« LA Russie est maîtresse des hauteurs de l'Europe.....
 » Son gouvernement ne peut que difficilement être acculé
 » et forcé à composer dans un espace presque imaginaire.....
 » sans le concours de la Suède et de la Turquie, la Russie
 » est moins attaquable. » (Page 25 [20].)

Si, par ces expressions singulières, l'auteur veut dire que la Russie ne peut être attaquée que par une puissance alliée de la Suède et de la Turquie, nous répondrons :

L'alliance de la Suède aurait été très-avantageuse, sans doute, puisqu'elle aurait menacé la Russie d'une diversion dangereuse au nord. Par l'alliance avec la Turquie, on eût atteint un but important, celui de la maintenir en guerre avec la Russie, parce que cette guerre eût opéré une puissante diversion au midi : voilà le véritable secours qu'il eût été utile d'obtenir. Rien n'a été négligé, quoi qu'en dise l'auteur, d'après les fausses rumeurs qu'il a prises pour guides.

Quand M. de Ségur dit plus bas, que *les plus simples dans nos rangs s'attendaient à apprendre la marche du grand-visir vers Kiow* (page 26 [20]), il nous fait voir qu'il était de ce nombre. Le grand-visir étant en présence d'une armée russe, il aurait fallu qu'il l'eût battue plus d'une fois, avant de marcher sur Kiow. Indépendamment des alliances, qui avaient été conclues avec l'Autriche et la Prusse (c'étaient les plus importantes), et avec les princes de la confédération du Rhin, des négociations se sui-

vaient en même temps avec le Danemarck et la Suède. Celle avec le Danemarck réussit ; il en fut autrement avec la Suède. La négociation avec cette puissance échoua, parce qu'elle y mit une condition que l'honneur ne permettait pas d'accorder. Les succès de la politique furent donc obtenus par-tout où ils pouvaient l'être. A Constantinople, l'alliance subsistait ; il ne s'agissait que de la maintenir, et elle fut maintenue. Elle ne devint pas offensive contre la Russie, parce que l'Angleterre l'emporta au camp du grand-visir par une fraude heureuse, au moment même où le succès paraissait assuré au divan. Le sultan Mahmoud était dans les intérêts de la France ; il les soutenait encore, lorsqu'il apprit que la paix venait d'être signée par le grand-visir. Il hésita long-temps à y donner sa ratification. Le grand-visir avait été trompé par les Anglais, qui lui avaient persuadé que le comte de Narbonne, envoyé à Wilna auprès d'Alexandre, était un négociateur prêt à signer un traité qui mettrait la Porte à la merci de la Russie. L'astuce britannique donna des assurances et fournit même des preuves ; le visir trompé trompa le sultan.

« L'ambassadeur turc est accueilli avec des égards minutieux dans le camp français ; il accompagne Napoléon dans ses revues ; les soins les plus caressans lui sont prodigués, et déjà le grand-écuyer de France traitait avec lui d'une alliance offensive et défensive, quand une attaque inopinée des Russes vint interrompre cette négociation. » Cet ambassadeur retourne à Varsovie, etc. » (Page 30 [23].)

M. de Ségur, qui ne sait les choses qu'à peu près, qui prend pour guide des notions incomplètes et des souvenirs mal digérés, et rarement les siens, et qui d'ailleurs était prisonnier de guerre en Russie à cette époque *, a entendu

* Il avait été pris en décembre 1806, préparant le logement de l'empereur, dans le village de Nasielk.

parler d'ambassadeur venu d'Orient au quartier-général. Il ne fait mention que d'un ambassadeur turec, et il attribue à celui-ci un accueil qui fut obtenu et mérité par un autre. S'il avait pris la peine de s'instruire avant d'écrire, voici ce qu'il aurait appris :

Le 25 avril 1807, Mirza Rizza, homme d'un mérite éminent et l'un des personnages les plus illustres de la cour de Teheran, arriva à Finkenstein en qualité d'ambassadeur extraordinaire auprès de l'empereur Napoléon. Le duc de Bassano fut chargé de négocier avec lui les conditions d'une alliance offensive et défensive entre la France et la Perse; et au bout de quelques jours, la négociation parvint à un heureux résultat. C'est cet ambassadeur qui *accompagna Napoléon dans ses revues; c'est à lui que les soins les plus caressans furent prodigués.* Le 7 mai, il partit pour retourner en Perse. C'était une chose assez nouvelle qu'une ambassade persane, et une chose assez importante qu'une alliance entre la France et la Perse, pour qu'on en fit mention. Toute l'Europe fut occupée de cet événement, excepté M. de Ségur, qui n'en a ni trouvé la trace dans son profond savoir historique, ni cherché l'indication dans les documens contemporains. S'il avait seulement lu les bulletins, qu'un auteur qui écrit sur la guerre doit au moins consulter, il aurait été averti de cette omission *. Ce fait démontre avec quelle légèreté M. de Ségur écrit l'histoire. Quelques personnes, qui ont remarqué la défaveur que l'auteur, dans le cours de son livre, jette sur le ministre qui fut chargé alors de négocier avec Mirza Rizza, ont pensé qu'il n'avait point

* Soixante-treizième bulletin. Elbing, le 8 mai 1807. L'ambassadeur persan a reçu son audience de congé; il a apporté de très-beaux présens à l'empereur de la part de son maître, et a reçu en échange le portrait de l'empereur, enrichi de très-belles pierreries. Il retourne en Perse directement. C'est un personnage très-considérable dans son pays, et un homme d'esprit et de beaucoup de sagacité. Son retour dans sa patrie était nécessaire, etc., etc.

parlé de l'ambassadeur persan, afin de ne pas nommer le négociateur français dans une circonstance où il n'y avait rien de défavorable à en dire. Si le grand-écuyer, qui protégea long-temps le maréchal-des-logis du palais qui le protégea à son tour, eût été chargé de cette mission, Mirza Rizza eût peut-être obtenu quelque mention.

Il y avait trois semaines que l'ambassadeur persan avait quitté le quartier-général, lorsque l'ambassadeur turec y arriva (le 27 mai).

Au commencement de 1807, la Porte envoya Emin Wahib Effendi pour conclure un traité d'alliance avec la France. Cet envoyé négocia long-temps à Varsovie, sans résultat, avec M. de Talleyrand. L'empereur, impatient de terminer, fit venir cet ambassadeur à Finkenstein, où il arriva huit jours avant le départ de l'empereur de ce quartier-général. Le duc de Vicence fut chargé de conférer avec lui, mais il n'avança pas davantage la négociation. L'empereur voulut lui parler lui-même; mais, fatigué du peu de capacité de cet envoyé, il le renvoya à Caulaincourt, ne voulant pas perdre son temps en de vaines conférences.

L'empereur quitta Finkenstein, et l'ambassadeur suivit à Dantzick le duc de Vicence et le ministère des affaires étrangères. Là, après trois jours de conférences aussi infructueuses que les précédentes, le duc de Vicence partit de Dantzick pour rejoindre le quartier-général, et Emin Wahib fut envoyé à Paris.

La mission de ce Turc, qui se trouva être un homme inepte, et dont on eut lieu de soupçonner que le choix avait été influencé par les Russes, avait pour but d'obtenir que la France s'engageât à ne faire aucun traité avec la Russie, sans le concours de la Turquie. En vain lui représenta-t-on que la France ne pouvait ainsi se lier les mains; que cette complication ne produirait que des difficultés, des obstacles;

que, d'après les rapports subsistant entre les deux empires, la Turquie devait se reposer sur la France du soin de ses intérêts; Wahib Effendi resta impassible. Napoléon finit par lui dire, à l'audience qu'il lui donna : « Vous avez tort; l'empereur Alexandre m'a déjà fait parvenir des propositions de paix. Si vous ne voulez pas en finir avec moi, je ferai la paix avec lui et sans vous. » Ce fut la seule chose que parut comprendre l'envoyé ottoman. Il proposa d'expédier un courrier à Constantinople pour demander des instructions; mais les événemens se pressaient, et la paix de Tilsitt suivit bientôt les victoires d'Heilsberg et de Friedland. L'empereur avait à cœur de resserrer son alliance avec la Porte, puisqu'il avait fait venir son ambassadeur auprès de lui, et avait pressé la conclusion des négociations de tout son pouvoir. Si ses efforts furent inutiles, on ne peut en attribuer la cause qu'au choix de l'envoyé.

Au reste, l'alliance avec la Russie, et la déposition de Sélim, qui arriva en même temps (29 mai), donnèrent une autre direction à la politique de Napoléon, et furent une raison suffisante pour le refroidir à l'égard de la Turquie.

« Cependant une députation de Wilna vient lui demander la liberté, et lui offrir le même dévouement qu'a montré Varsovie, etc. » (Page 31 [24].)

Le prince d'Eckmühl accueillit ces députés, et le duc de Bassano, à qui ils furent renvoyés par l'empereur, remplit à leur égard un devoir d'honnête homme, en les soustrayant aux regards des Russes, en les désabusant de leurs espérances, et en les déterminant à retourner en hâte auprès de leurs commettans, qu'une démarche sans résultat aurait exposés à l'animadversion de leur souverain. En 1812, ils manifestèrent hautement la reconnaissance qu'ils devaient à ce ministre.

« L'empereur de France continua donc à traiter avec » la Russie; et l'ambassadeur turc, dédaigné, oublié, erre

» dans nos camps, sans être appelé aux négociations qui » vont terminer la guerre. Bientôt il retourne à Constantinople pour y porter son mécontentement. » (P. 32 [25].)

Il n'était pas resté d'ambassadeur turc dans nos camps. Celui qui était retourné à Paris apprit bientôt la déposition du sultan Sélim, et reprit la route de Constantinople. La mort d'un prince détruit les pouvoirs de son ambassadeur. Celui-ci ne pouvait point avoir de mécontentement contre le gouvernement français, puisque la cause qui lui avait ôté ses pouvoirs, était indépendante de la France. Tout le monde sait que les choses se passent toujours ainsi. Sélim fut déposé le 29 mai; il ne pouvait pas avoir, le 7 juillet, un plénipotentiaire intervenant dans la paix de Tilsitt.

« Si même on doit tout dire, dans l'entrevue de Tilsitt et » depuis, on assure qu'il fut question d'un traité de partage » de la Turquie. » (Page 32 [25].)

Un auteur qui écrit l'histoire, doit tout dire sans doute, mais ne doit pas répéter des assertions sans fondement; or, il est faux qu'il ait été question d'un traité de partage de la Turquie à Tilsitt.

« Ce qui est sûr, c'est que bientôt après l'entrevue de » Tilsitt, Alexandre ne se trouva plus disposé à tant d'am- » bition. » (Page 33 [25].)

Ce qui est sûr, c'est que des idées de partage de l'empire ottoman furent mises en avant long-temps après Tilsitt, et qu'elles furent discutées entre la France et la Russie. La France y renonça complètement dès le premier moment où la mésintelligence commença à naître entre les deux états. Les paroles que M. de Ségur fait dire à l'empereur, sont de son invention ou de celles de personnes qu'il a consultées.

Il en est de même des discours rapportés dans les pages suivantes. Le général Sébastiani, qu'on met en scène, et

Napoléon, connaissaient trop bien la géographie de l'Europe, pour en faire le partage à la manière de M. de Ségur, et pour dire qu'on *laisserait l'empereur Alexandre s'emparer de la Turquie jusqu'au Danube* (page 35 [27]), comme si la Valachie et la Moldavie étaient en Turquie, et comme si la Turquie n'était pas en deçà du Danube.

M. de Ségur a la louable ambition d'imiter les grands historiens de l'antiquité, qui mettaient dans la bouche de leurs personnages de beaux et nobles discours justement admirés; ce qui lui a valu, de la part de quelques amis complaisans, le surnom de Thucydide et de Tacite moderne. Certes, l'éloge est rare et grand, mais selon nous peu mérité. Ces historiens, indépendamment de l'éloquence et de l'élévation qui caractérisent leurs harangues, s'attachaient à y mettre des choses vraies, justes, raisonnées, appropriées au caractère et à la position des personnages. M. de Ségur ne paraît pas avoir profité de l'étude de ses modèles.

Dans une de ces conversations particulières, que l'auteur prête à Napoléon, après lui avoir supposé l'idée de réunir l'Espagne à la France, il lui fait dire : *Quant à Joseph je le dédommagerai* (Page 35 [27].) Par cette insinuation le maréchal-des-logis du palais chercherait-il à faire croire que Napoléon voulait s'emparer de l'Autriche pour la donner à son frère?

« Ce fut alors que le congrès d'Erfurt eut lieu... Napoléon a donc voulu s'assurer des dispositions d'Alexandre, » conclure avec lui une alliance offensive et défensive, etc. » (Page 35 [27].)

Tels seraient, suivant l'auteur, les motifs de l'entrevue d'Erfurt, qu'il appelle un congrès. Il avait été convenu positivement à Tilsitt entre les deux souverains alliés, qu'ils se reverraient dans un an. Le bombardement de Copenhague par les Anglais, les événemens d'Espagne, les nou-

velles atteintes portées à l'indépendance des pavillons neutres par les ordres du conseil britannique (du 11 novembre 1807), rendirent plus nécessaire cette entrevue. Elle avait uniquement pour objet de s'entendre sur les moyens d'obliger l'Angleterre à faire la paix; but constant des efforts de Napoléon.

« Napoléon, forcé de ménager Alexandre, et tout plein » de regrets de la mort de Sélim, détestant la barbarie des » musulmans, et méprisant un gouvernement si peu stable, » ne répondait pas depuis trois ans au nouveau sultan, et » paraissait ne pas le reconnaître. Il était dans cette position... quand tout à coup, le 21 mars 1812, etc. » (Page 36 [27].)

Il semblerait que le sultan Mahmoud n'était pas reconnu par Napoléon, et ne lui avait pas *répondu depuis trois ans, au 21 mars 1812*. Il y avait, cependant, une ambassade française à Constantinople, et une ambassade ottomane à Paris. Comment M. de Ségur nous expliquera-t-il de tels rapports entre des souverains qui ne se reconnaissent pas? Nous dira-t-il comment il se fait qu'on n'ait pas répondu pendant trois ans à un gouvernement avec lequel on traitait par des ambassadeurs?

M. de Ségur n'était pas à l'armée en 1807, lorsque l'ambassadeur persan a été vu par tout le monde à Finkenstein. A Paris, ses fonctions de maréchal-des-logis ne l'obligeaient à aucun service au palais. Étranger à tout ce qui se passait, soit dans les cercles des Tuileries, soit dans le cabinet, il est fort excusable de ne pas savoir les choses les plus simples. Mais il ne l'est pas de n'avoir pas cherché à les apprendre, lorsqu'il s'est donné la mission d'écrire l'histoire. S'il avait pris seulement la peine d'ouvrir l'almanach, il y aurait vu que nous avions à Constantinople, en 1808 et 1809, M. le général Sébastiani; en 1810, 1811 et 1812, M. de Latour-Maubourg; et que, pendant tout ce temps,

Mouhib Effendi était ambassadeur à Paris. Ce dernier n'obtint son rappel, qu'il avait demandé, que dans les premiers mois de l'année 1812. Ayant été comblé d'égards pendant son séjour en France, ses dispositions, peu favorables dans les premières années, étaient tellement changées à son départ, qu'à son arrivée à Constantinople il fut au divan le zélé promoteur de l'union la plus intime entre les deux puissances. Ses vues politiques étaient si bien connues que le sultan Mahmoud, qui les partageait, lui donna entrée au conseil, où l'on discuta la ratification du traité de paix de Bucharest, et où, malgré ce secours, l'influence du muphti et des janissaires l'emporta.

« Ce qu'on ne peut présumer, c'est que Napoléon ignorât » que les usages invariables des musulmans s'opposaient » à ce que le grand-seigneur commandât en personne son » armée. » (Page 36 [28].)

Ce qu'on n'aurait pas *présumé*, c'est l'ignorance que montre l'auteur, d'un point d'histoire qu'il était aussi facile d'éclaircir. S'il se fût donné la peine d'ouvrir l'histoire de l'empire ottoman, il y aurait vu que depuis Othman, premier empereur des Turcs; jusqu'à Mahmoud, aujourd'hui régnant, quatorze sultans ont commandé en personne leurs armées *, et qu'un sultan fait un acte méritoire dans sa croyance, et qui le recommande aux yeux de ses peuples, quand il s'arrache à la mollesse du

* Othman 1 ^{er} ,	en 1299	Sélim 1 ^{er} ,	1512
Orchan II,	1325	Soliman 1 ^{er} ,	1520
Amurat 1 ^{er} ,	1359	Mahomet III,	1595
Bajazet 1 ^{er} ,	1389	Osman 1 ^{er} ,	1617
Mahomet 1 ^{er} ,	1413	Amurat IV,	1622
Amurat II,	1421	Soliman II,	1687
Mahomet II,	1451	jusqu'à Sophie en Bulgarie.	
Bajazet II,	1481	Mustapha II,	1695

sérait, pour marcher à la tête de ses troupes contre les infidèles.

Tout ce que dit M. de Ségur sur la Turquie est aussi exact qu'on peut l'attendre d'un historien qui ignore même ce qu'on trouve dans les almanachs.

CHAPITRE IV.

CE chapitre, qui est relatif à nos rapports avec la Suède et avec Bernadotte, renferme quelques faits vrais. Mais, comme l'auteur n'a de données positives sur rien, et qu'il n'écrit que d'après des oui-dire, sans se donner la peine de les contrôler, il commet souvent des bévues. Cependant lorsqu'un auteur retrace des faits contemporains, ce n'est pas trop exiger qu'il sache, au moins à peu près, ce qui s'est passé.

« Dans cette même nuit un conciliabule formé de dix » députés des cinq-cents s'était assemblé chez S.... Bernadotte » s'y rend. On y convient que le lendemain, dès neuf heures, » la séance du conseil s'ouvrira; que ceux de leur opinion » seront seuls avertis; que l'on y décrètera que, pour imi- » ter la sagesse que vient de montrer le conseil des anciens » en nommant Bonaparte général de sa garde, le conseil » des cinq-cents choisit Bernadotte pour commander la » sienne, et que celui-ci, tout armé, se tiendra prêt à y » être appelé. C'est chez S. que ce projet est formé; c'est » S. qui court le révéler à Napoléon. Une menace suffit » pour contenir ces conjurés. Aucun n'osa paraître au con- » seil, et, le lendemain, la révolution du 18 brumaire s'ac- » complit. » (Page 42 [33].)

C'est le 18 et non le 17 que le conseil des anciens a donné au général Bonaparte le commandement des troupes de la première division militaire; ce qui comprenait la garde du corps législatif. Le conseil des cinq-cents n'avait pas plus

de garde particulière que le conseil des anciens. Il n'y avait donc pas de commandement à donner à Bernadotte. M. de Ségur ne sait pas même la date de l'événement qui a fondé la puissance de Bonaparte, dont il s'est fait l'historien.

Après avoir parlé de la conspiration de Bernadotte dans l'ouest, il ajoute : « Cette fois Bernadotte était perdu, si » Napoléon eût pu l'en convaincre. » (Page 43 [33].)

Le premier consul avait plus de preuves qu'il n'en fallait pour mettre Bernadotte en jugement. Il eut la bonté de céder aux instances de Joseph et de sa femme; il oublia tout. Pour Bernadotte, il ne put pardonner à Napoléon cette grace. Il est des ames dans lesquelles les bienfaits ne laissent que haine et que désir de nuire.

« La fortune aida Bernadotte, déjà à Rochefort, à retard- » der son embarcation, jusqu'à ce que la guerre avec l'An- » gleterre eût éclaté. Alors il se refuse de partir, et Napo- » léon ne peut plus l'y contraindre. » (Page 43 [33].)

Le fortune qui aide à retarder une *embarcation*..... quel style! c'est sans doute par une figure de rhétorique que l'auteur prend une embarcation pour un *embarquement*. C'est prendre la cause pour l'effet. C'est sans doute aussi par une figure de rhétorique qu'il prétend que la déclaration de guerre de l'Angleterre mit Napoléon dans l'impossibilité de faire obéir un général. Ce qu'il y a de vrai, c'est que Napoléon, voyant la guerre se rallumer, sentit le besoin de conserver en France le général Bernadotte, et ne voulut pas, en l'envoyant en Amérique, l'exposer à être pris par les ennemis, qui couvraient déjà les mers.

« Bientôt on entendit Napoléon reprocher à Bernadotte » son envieuse et perfide inaction pendant la bataille d'Auer- » staedt, son ordre du jour de Wagram.....; de son côté, » Bernadotte.... demandait par quels motifs Napoléon l'avait » placé dans une si dangereuse et si fausse position; pour-

» quoi le rapport de cette victoire lui avait été si désavantageux, etc. » (Page 44 [33].)

A la bataille d'Auerstaedt, placé par l'empereur à Dornbourg, Bernadotte, par jalousie contre le maréchal Davoust, et sans aucun motif qui se rapporte à Napoléon, ne voulut pas aider son collègue à remporter la victoire, et compromit ainsi le sort de la bataille. A Wagram, il donna par un ordre du jour, en contradiction avec la vérité, dont toute l'armée avait été témoin, des éloges outrés au corps saxon qu'il commandait, et qui s'était conduit mollement. Napoléon se contenta de rétablir la vérité des faits; c'était son devoir; il eût dû même punir une pareille insolence. Il n'avait pas placé Bernadotte dans une position plus fautive que Masséna. Tous deux se trouvaient à la gauche, où, par la faute des Saxons, une manœuvre inopinée de l'ennemi fut au moment de réussir. Napoléon, par un changement de front sur toute la ligne, vint au secours de Masséna et de Bernadotte, et rétablit les affaires.

« Bernadotte sent d'ailleurs qu'il tient cette couronne du hasard, qui l'a fait naître dans une religion semblable à celle des Suédois. » (Page 47 [36].)

Qui peut ignorer que Bernadotte professait publiquement en France la religion catholique romaine, et qu'il fut obligé, à son arrivée à Gothenbourg, de faire abjuration et d'embrasser le luthéranisme dans une cérémonie solennelle. On rapporte même de lui ce propos : « Henri IV a consenti à aller à la messe pour recouvrer un royaume; je puis bien, pour en acquérir un, me passer de la messe. »

Les détails donnés par M. de Ségur sur l'élévation de Bernadotte au trône manquent d'exactitude; voici la vérité. En 1807, lors de l'évacuation de la Poméranie par les Suédois, deux frères Mörner, officiers dans le régiment de ce nom, faits prisonniers, furent présentés à Bernadotte, qui leur donna sa maison pour prison, et environ un mois

après, les renvoya en Suède. En juin 1810, l'un de ces officiers, devenu colonel, se fait annoncer chez Bernadotte à Paris, rue d'Anjou, demande à lui parler en particulier, et lui fait part des vœux que quelques Suédois ont sur lui, pour remplacer le prince royal, qui venait de mourir, frappé d'apoplexie. Bernadotte reçoit cette ouverture en riant, et sans y attacher d'importance, résolu de ne point faire de démarches auprès du gouvernement français, jusqu'à ce qu'il lui en soit parlé plus sérieusement. Quatre ou cinq jours après, le ministre de Suède à Paris (le baron de Lagerbielke) vient le voir, lui confirme ce qu'avait dit le colonel Mörner, et lui demande une réponse. C'était un samedi; le lendemain Bernadotte va à Saint-Cloud avant le lever, et rend compte de ce qui se passe à l'empereur, qui lui dit : « Je sais tout; je vous laisse le maître d'accepter ou de refuser : je ferai là-dessus ce que vous voudrez. J'avais cependant d'autres vœux; j'avais chargé Alquier de proposer une régence, et d'attendre les événemens. Le fils du dernier roi aurait pu être appelé plus tard; mais on ne veut plus en Suède de cette famille. Ainsi acceptez; j'aime mieux vous voir là que tout autre; je vous appuierai de mon consentement. Faites vos démarches. » Bernadotte envoie à Stockholm un jeune homme, parent de Signeul, consul de Suède, pour s'entendre avec ses partisans, et l'autorise à promettre tout l'argent nécessaire. Mais rien ne fut donné; les quinze cent mille francs avancés par l'empereur, et environ un million prêté par le général Gérard, furent les seules sommes que Bernadotte versa à la banque de Suède, au lieu de quatorze millions qu'il avait promis.

En définitive, aucune intrigue n'a provoqué le choix des Suédois; ils n'ont pensé à Bernadotte que parce qu'il était l'allié de l'empereur, qu'ils ignoraient la sourde méintelligence que le caractère envieux de ce général avait semée entre Napoléon et lui, et qu'ils croyaient gagner

par là les bonnes grâces du souverain de la France et sa protection.

« A la lecture de ce style nouveau et inattendu, Napoléon est saisi d'étonnement et de colère.... Il s'écrie, en frappant violemment cette lettre et la table sur laquelle elle est ouverte : Lui! le misérable! il me donne des conseils! il veut me faire la loi! il m'ose proposer une infamie! etc.... Dès lors ses instructions se ressentirent de cette disposition. Son ministre en adoucit, il est vrai, l'amertume; mais une rupture était inévitable. » (Page 52 [59].)

Quand M. de Ségur vient à parler de négociations, il confond tout. Le langage qu'il fait tenir à l'empereur est absurde. Les démarches qu'il prête à son cabinet ne sont pas celles qui ont été faites. Il place la proposition de la cession de la Norvège au commencement des négociations, tandis qu'elle n'en fut que le dernier acte. Il semblerait que ce fut à Paris qu'elle parvint à l'empereur; elle ne lui arriva que lorsqu'il partait de Dresde pour l'expédition de Russie. Tout le monde sait qu'aux communications diplomatiques, le ministre des relations extérieures avait joint des communications confidentielles, dont la princesse royale se prêta à être l'intermédiaire avec un sentiment tout français. Elle écrivait sous la dictée du ministre, et les officiers attachés à sa personne étaient ses courriers. Une dernière lettre, qui annonçait, après de nouvelles exhortations, toutes les concessions désirées, fut envoyée à Stockholm et portée par M. de Signeul, consul-général de Suède à Paris, choisi et expédié à cet effet. Cet agent, revenu de sa mission, en rendit compte au ministre à Dresde, le 29 mai. Il apportait une note dictée par le prince royal, qui faisait dépendre uniquement l'alliance de la Suède de la garantie de la Norvège. Bernadotte trompait ainsi Alexandre, avec qui il avait traité deux mois auparavant. Napoléon était dans son cabinet, quand il reçut la lettre de son ministre; il ne

s'emporta point, et tout se borna à cette réponse : « Je n'achèterai pas un allié douteux aux dépens d'un ami fidèle. » Ce simple récit est peut-être plus intéressant, il est surtout plus vrai et plus vraisemblable que la grande colère dont M. de Ségur a inventé les éclats.

Nous ne pouvons trop insister sur l'ignorance que montre l'auteur du caractère de l'empereur, qu'il nous présente sans cesse comme exhalant en expressions imprudentes et déplacées une colère aveugle. Il nous répugne de soupçonner la bonne foi de M. de Ségur; nous aimons à croire que s'il eût approché de ce prince, s'il l'eût entendu parler avec ses ministres, il n'eût pas transformé en insensé et en énergumène l'homme qui était le plus maître de lui-même dans les affaires sérieuses, et dont la haute pénétration jetait une *illumination* soudaine sur la justesse et la convenance d'une question.